

Plogoff et le fait nucléaire

Juillet 1977 : un mort, cent blessés devant Creys-Malville. Mai 1980 : un « fest noz » à Plogoff. Les grandes manifestations antinucléaires se suivent mais ne se ressemblent pas. Lorsque la police veut bien ne pas s'en mêler les rassemblements populaires contre l'atome sont autant d'occasions de s'informer, de se retrouver et même de s'amuser. Seraient-ils le dernier refuge de la convivialité ?

Le dernier rassemblement autour de Plogoff étonnera. Les violences de Creys-Malville, le semi-échec électoral des écologistes, la poursuite implacable du programme de construction des centrales paraissent avoir épuisé l'opposition au nucléaire.

*•

Si l'on en croit les sondages, la majorité des Français, après l'avoir longtemps refusé, semblent avoir accepté le fait nucléaire. Comment, d'ailleurs, s'en passer ? Pourtant, sur le terrain, les points de résistance se multiplient : à Golfech, au Pellerin, à Flamanville, à Nogent-sur-Seine, à Cattenom, à Chooz, à Saint-Priest comme à Plogoff, on dit non. Et cette permanence de la contestation peut s'observer dans tous les pays où les citoyens ont la liberté de s'exprimer. Cela aussi est un fait.

Mais le refus a sans doute changé de nature. Ce n'est plus tellement la peur prétendument « irrationnelle » de l'atome qui mobilise, c'est tout ce que son utilisation pacifique implique : la gêne de chantiers interminables et gigantesques, la destruction des sites sans doute. Mais, surtout, les atteintes répétées aux libertés locales.

*•

Cette volonté d'imposer coûte que coûte la réalisation du programme nucléaire choque le sentiment des populations intéressées. Nombre de Français souhaitent à présent orienter eux-mêmes le devenir de leur commune et de leur petit pays. Lorsque, comme tout récemment à Plogoff, ils ont tenté de le dire à l'occasion de l'enquête publique, Paris leur a expédié des compagnies de gendarmes mobiles.

Le nucléaire révèle le divorce entre la technocratie camouflée sous les procédures de la démocratie formelle et les souhaits populaires d'une démocratie nouvelle à inventer. Comment concilier, aujourd'hui, la volonté de participation des citoyens et les nécessaires décisions nationales. Plogoff pose la question.

(Lire page 28.)

ENVIRONNEMENT

VENUES DE PLUSIEURS RÉGIONS DE FRANCE

Cent mille personnes ont participé, autour de Plogoff à une grande fête antinucléaire

Plogoff. — Emportée par le vent, la voix de la chanteuse psalmodiant une mélodie bretonne s'élève dans la lande tachetée d'ajoncs qui descend vers la baie des Trépassés. Sur le chemin qui mène à la plage, les files sans fin de visiteurs se croisent, le sac au dos, surmonté du duvet qui les protégera durant la fest-noz. Assis sur un tas de détritus, ils sur l'océan des participants couchés sur l'herbe en attendant que commence le spectacle, des gamins engagent une bataille à coups de boîtes de bière. Là-bas tournent les éoliennes, flottent les drapeaux bretons, la fête antinucléaire s'achève...

Ils étaient tous à Plogoff, les 24 et 25 mai, les « Larzac », les « Lip », les objecteurs de conscience, les écologistes hostiles au remembrement, mais aussi le P.S.U., l'Organisation communiste des travailleurs, les maoïstes, la Ligue communiste et beaucoup d'autres. Durant deux jours, les forums sur les énergies de remplacement, les séances de cinéma sur les méfaits du nucléaire, les discussions spontanées qui s'engageaient entre les responsables d'un stand et leurs visiteurs assis en tailleur devant eux s'étaient succédé.

La fête est parfois plus difficile que la bataille. Ce sont les habitants de Plogoff, pêcheurs, cultivateurs, femmes et enfants qui, au nom de la Bretagne, se sont battus contre le projet de la centrale nucléaire. Ce sont eux qui ont résisté de toutes leurs forces durant l'enquête d'utilité publique organisée, avec l'appui de la police, du 31 janvier au 14 mars. Pouvaient-ils aujourd'hui solliciter et accepter toutes les « solidarités », sans ambiguïté ?

« Nous ne sommes pas venus

Une centaine de milliers de personnes (cent cinquante mille, disent les organisateurs ; trent-cinq mille à quarante mille, indique la préfecture) ont participé à la manifestation (fêtes musicales, débats de plein air), organisée les 24 et 25 mai autour du site choisi, à Plogoff, dans le Finistère, pour installer une centrale nucléaire.

Il n'y a pas eu d'incident notable. Ce sont les manifestants qui organisaient eux-mêmes la circulation, le garage des véhicules, l'organisation des « campements », aidés par la police locale ou la gendarmerie. Les forces de l'ordre sont restées remarquablement discrètes.

De notre envoyée spéciale

donner de leçon aux Bretons, comme des anciens combattants », affirme un « Larzac ». « Mais parce que leur bataille ressemble à la nôtre : un beau jour un projet, venant de très loin, de technocrates parisiens, qui ne leur avaient pas demandé leur avis, leur est tombé sur la tête... » « Population crédule, implantation facile », avaient dit les pouvoirs publics pour Plogoff. « Il n'y a que des tas de cailloux et des vieux », avaient-ils affirmé du Larzac. Alors on a dit non. C'est cela notre lutte. »

Une nouvelle forme de contestation est née dans ces régions qu'on disait mourantes. Ce n'est pas au nom d'un syndicat, d'une idéologie, d'une politique, d'une chapelle, que les habitants de Plogoff ou du Larzac se battent, mais parce qu'ils ont le sentiment que là-bas à Paris d'autres qu'eux-mêmes ont tenté de décider pour eux. « Ils nous colonisent en voulant nous imposer leur type de développement, leur progrès », affirme l'un des participants. « Ce ne sont pas les mêmes critères de confort qu'eux que nous souhaitons, nous ne voulons pas du même mode de

vie, alors qu'ils nous fichent la paix. Si nous avons besoin d'énergie nous la trouverons dans le vent en construisant des éoliennes, dans le soleil, dans la mer. »

C'est bien pour rester soi-même, et non pas pour un parti, qu'ils ont décidé de se battre sans être sûrs de gagner... Les nouveaux contestataires n'ont pas le sectarisme des militants, ni le manque d'humour des combattants persuadés qu'ils pourront changer le monde : leur bataille à eux est simple et consiste à dire « merde à ceux qui veulent nous en imposer ».

Durant ces deux jours, ce sont les représentants des partis politiques qui sont devenus des marginaux...

« On assiste actuellement au fiasco des luttes classiques », affirme un visiteur. « Plogoff et le Larzac sont des sortes de locomotives pour les autres batailles. » « Tout le monde est venu protester, tout le monde est contre la centrale, mais pas pour les mêmes raisons », remarque un autre participant. « C'est la force et le principe d'une solidarité qui n'est pas politique. »

« Il n'y a pas de grandes villes en Bretagne. C'est pour « les Français » que sont installées les centrales », explique Paul Wright, un musicien venu bénévolement avec son groupe. « La centrale va massacrer le site et elle ne sera utilisée que durant vingt ans. Vingt ans, c'est court, beaucoup de régions vont-elles être massacrées pour produire des énergies douteuses ? La Bretagne en a assez de payer pour les Français ; on leur envoie notre production agricole, notre pêche et en échange, qu'est-ce qu'ils nous donnent : des touristes, des flics et des préfets. »

La contestation ne s'arrêtait pas durant ce week-end à la baie des Trépassés. Les autres villes du Sud-Finistère participaient à leur façon à la manifestation. A Pont-Croix les posters pendaient aux balcons et aux fenêtres ; au Guilvinec les chaluts alignés portaient des calicots « Nucléaire massacre de la mer », « Tous à Plogoff », et partout le long des routes des slogans, des macarons...

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

● **Kermesse à Chooz.** — Près d'un millier de personnes venues de tout le département des Ardennes ont participé le dimanche 25 mai à une kermesse antinucléaire dans la petite commune de Chooz sur le territoire de laquelle doit être construite une seconde centrale nucléaire. Ce projet est soumis à une enquête d'utilité publique depuis le 6 mai dernier dans treize communes. Elle s'achèvera le 17 juin.

● **Les travaux d'extension du centre de traitement de la Hague sont d'intérêt public.** — Par un décret signé par le premier ministre et paru au Journal officiel du 25 mai 1980, les travaux d'accroissement de la capacité de traitement du centre de combustibles irradiés de la Hague (Manche) ont été déclarés d'utilité publique. Les plans d'occupation des sols des communes de Digulleville, Herqueville, Jobourg et Omonville-la-Petite devront, en conséquence, être remis à jour par le préfet de la Manche.

Rappelons, en outre, qu'une centrale nucléaire est actuellement en construction à proximité de la Hague, sur le territoire de la commune de Flamanville.

PAYS-BAS : CONTRE L'EMBARQUEMENT DE DÉCHETS RADIOACTIFS

Aux Pays-Bas, cinq mille personnes ont manifesté contre l'embarquement dans l'avant-port d'Amsterdam, Ijmuiden, de déchets radioactifs. En effet, des fûts de matières fissiles doivent être immergés au mois de juin, dans l'océan Atlantique à une profondeur de 4 000 mètres.

A Valburg, quelques milliers de manifestants ont organisé un week-end de protestation « préventive » contre l'extension éventuelle du nucléaire aux Pays-Bas. Le gouvernement néerlandais a annoncé son intention d'ouvrir un débat national sur l'énergie nucléaire. — (A.F.P.)

● **GRANDE-BRETAGNE :** manifestation dans le New-Hampshire. — La police britannique a repoussé un millier de manifestants anti-nucléaires qui tentaient, le 24 mai, de pénétrer, armés de pioches et de pinces coupantes, sur le chantier de la centrale nucléaire de Seabrook.

BARRAGES ROUTIERS AUTOUR DU FUTUR « DÉPOT » DE SAINT-PRIEST-LA-PRUGNE

Une dizaine de routes menant à Saint-Priest-la-Prugne (Loire) ont été barrées, le 24 mai, pendant quelques heures par des manifestants opposés à l'installation d'un stockage de déchets radioactifs dans une mine d'uranium désaffectée (« le Monde » du 27 février et daté 30-31 mars). Prévu pour accueillir des déchets de faible et moyenne radioactivité, ce site devrait servir de « poubelle » aux centrales nucléaires du sud-est de la France.

Agriculteurs, commerçants et élus, les opposants prévalent un rassemblement à proximité de l'ancienne carrière, le 8 juin, afin de protester contre l'ouverture d'une enquête « incommode ». Les maires demandent une enquête d'utilité publique en bonne et due forme, le dépôt de Saint-Priest appartenant, selon eux, à la catégorie des « installations nucléaires de base ».

AUTRICHE : selon un sondage, les partisans de « l'atome civil » regagnent du terrain

De notre correspondante

Vienne. — En Autriche, dont la population s'est prononcée par référendum le 5 novembre 1979 contre la mise en service de la première centrale nucléaire à Zwentendorf, à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de Vienne, la discussion sur l'avenir de l'atome civil a repris de plus belle. Un nouveau référendum ne paraît pas exclu pour le printemps 1981. Selon un sondage effectué à la demande de l'Association pour l'énergie, 58 % des Autrichiens se prononceraient, lors d'une nouvelle consultation, en faveur de l'énergie nucléaire. Devant l'alternative « le nucléaire ou la bougie », le pourcentage des partisans du nucléaire passerait même à 69 %.

Le chancelier, M. Bruno Kreisky, qui est, comme la majorité du parti socialiste gouvernemental, favorable à l'utilisation pacifique de l'atome, attribue ce changement d'attitude au fait que les Autrichiens — voyant leur consommation d'énergie croître sans cesse — reconnaissent que leur pays ne pourra pas éternellement renoncer à l'énergie nucléaire. En plus, estime le chancelier, l'argument de la sécurité a perdu beaucoup de sa force de conviction, depuis le recours massif à l'énergie nucléaire dans les pays voisins — Suisse, R.F.A., et Tchecoslovaquie — et la construction de centrales nucléaires à proximité de la frontière autrichienne. La centrale tchecoslovaque de Jaslovske

Bohunice se trouve à 55 kilomètres seulement de la frontière autrichienne. Une nouvelle consultation de la population est donc « moralement justifiée » aux yeux du chef du gouvernement.

L'opposition populiste chrétienne-démocrate et libérale constate cependant qu'aucun élément nouveau n'a été versé au débat et maintient ses positions. Les libéraux se sont toujours déclarés hostiles à l'énergie nucléaire et le parti populiste, qui lui est en principe favorable, juge le dispositif de sécurité à Zwentendorf insuffisant.

Pour sortir du dilemme, le concours du parti populiste est cependant indispensable, puisque le Parlement a voté le 15 décembre 1978 une loi interdisant à tout jamais le recours à l'énergie nucléaire en Autriche. L'abrogation de cette loi exige la majorité des deux tiers à l'Assemblée, qui se compose de 95 socialistes, 77 populistes et 11 libéraux.

WALTRAUD BARYLI.

● **Pollution dans la Sarre.** — Des milliers de poissons sont morts le 24 mai, victimes d'une pollution d'origine probablement chimique qui a affecté la Sarre sur 3 kilomètres en aval d'Herbitzheim, cité située aux confins du département du Bas-Rhin et de la Moselle.